

31 mai 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-libanaises, les essais nucléaires en Inde et au Pakistan et sur la nécessité de relancer le processus de paix au Proche-Orient, Beyrouth le 31 mai 1998.

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur le Ministre chargé de l'Industrie,
Messieurs les Parlementaires,
Monsieur l'Ambassadeur,
Mesdames, Messieurs,

Ceux d'entre vous qui ont vu cette résidence au lendemain de la guerre ont probablement ressenti hier quelque chose de particulier, un battement de coeur particulier. Je trouve que la réhabilitation tout à fait remarquablement exécutée de notre Résidence est quelque chose de fort et d'émouvant.

Je voudrais saluer et remercier tous les journalistes libanais qui sont là et les journalistes français qui m'ont accompagné. Vous avez suivi depuis hier ce voyage, je n'ai donc pas grand chose à préciser, vous avez eu le compte rendu des entretiens que j'ai eus avec les hautes autorités libanaises. Vous avez eu connaissance du propos que j'ai tenu hier après-midi, au moment de l'inauguration de la Résidence.

Je n'ai pas beaucoup de choses à ajouter, si ce n'est rien qu'au-delà des problèmes internationaux que nous avons discutés avec le Président, avec le Président de l'Assemblée, avec le Président du Conseil des Ministres et notamment, chacun le comprend bien, des problèmes du processus de paix, ou plus exactement de la nécessité de relancer un processus de paix relativement condamné, il faut bien le dire. Nous avons également évoqué des problèmes bilatéraux qui sont très denses, très forts. Les relations sont excellentes entre le Liban et la France, qu'il s'agisse des problèmes économiques, qu'il s'agisse des problèmes culturels, je me réjouis en particulier d'avoir pu visiter l'Ecole Supérieure des Affaires, dont j'avais, avec M. Hariri, en quelque sorte posé la première pierre - encore que le bâtiment existât, mais il a été entièrement rénové -.

Je me suis réjoui aussi des accords qui ont pu être passés dans le cadre du programme CEDRE avec les principales universités libanaises. Je me suis réjoui du rôle croissant de Beyrouth dans le cadre de la francophonie et notamment du fait qu'après toute une série de réunions d'associations francophones, en 2001, il y aura la réunion du sommet francophone, ici, à Beyrouth.

Voilà quelques observations liminaires et je préférerais répondre maintenant à vos questions.\

QUESTION - M. le Président, pourquoi la rencontre, à laquelle vous avez personnellement oeuvré entre M. Annan et M. Hariri, n'a t-elle pas eu lieu, est-il question d'en organiser une autre ?

LE PRESIDENT - D'abord, il n'y avait pas eu organisation d'une rencontre. Kofi Annan, de passage à Paris, avait fait savoir, notamment par notre intermédiaire, au Président Hariri qu'il était à sa disposition pour le rencontrer. Mais le Président Hariri repartait avant l'arrivée de M. Kofi Annan, donc il a été convenu que cette rencontre serait reportée prochainement à l'occasion d'un voyage que M. Hariri doit faire aux Etats Unis. Il verra donc M. Kofi Annan à New York.\

QUESTION - Pendant votre séjour ici, il y a eu deux nouvelles expériences nucléaires pakistanaïses, avez-vous parlé de ce problème et de ce dossier avec les dirigeants libanais, que pouvez-vous faire, que peut faire la communauté internationale de concret pour essayer d'apaiser la tension dans cette région, autre qu'une condamnation, un appel à la raison, ou une conférence ?

LE PRESIDENT - C'est déjà pas mal. Je voudrais d'abord rappeler la position de la France dans cette affaire. Nous avons condamné les essais nucléaires indiens et pakistanaïses parce qu'ils représentent un double danger, d'une part, pour l'équilibre stratégique de cette partie du monde, de l'Asie, et d'autre part, pour la survie même du régime de prolifération. On a organisé un régime de non-prolifération qui présente beaucoup d'avantages, et nous souhaitons que les principes de ce régime ne soient en aucun cas remis en cause. Alors il y a plusieurs objectifs à poursuivre, il faut que l'Inde et le Pakistan renoncent, cela c'est l'urgence, à de nouveaux essais et engagent en même temps, de façon à dépassionner un peu le débat, l'adoption de mesures de confiance, de façon, je le répète, à baisser un peu la tension que ces initiatives ont créée. Il faut aussi que la communauté internationale unisse ses efforts pour convaincre l'Inde et le Pakistan, d'une part, de signer le traité portant interdiction des essais nucléaires, c'est-à-dire le CTBT - qu'ils n'ont pas signé, comme vous le savez -, et d'autre part qu'ils acceptent de négocier l'arrêt de production de matières fissibles nucléaires, c'est ce qu'on appelle en terme technique le "cut off". Voilà ce qui dans un premier temps me semble nécessaire. Alors, la France, pour sa part, a engagé un dialogue avec les deux protagonistes, c'est-à-dire l'Inde et le Pakistan, mais aussi avec l'ensemble de la communauté internationale. Elle a présenté des idées à l'Inde et au Pakistan, comme aux puissances nucléaires militaires, une partie de la soirée, même tard dans la soirée, a été consacrée par le Ministre des Affaires étrangères à prendre tous les contacts et à suivre cette affaire.

La France a donc l'intention de demeurer en initiative, vous parlez d'une conférence, c'est vrai, la France a proposé une conférence, ce n'est d'ailleurs pas la seule puisque Madame Albright l'a proposée également, d'autres peut-être. Il faut que les pays concernés se réunissent le plus rapidement possible. Il y a, en tous les cas, les cinq pays du Conseil de Sécurité, qui sont les cinq pays nucléaires militaires, et éventuellement, tel ou tel autre pays, c'est une discussion qui est actuellement conduite pas les Ministres des Affaires étrangères. L'un de nos objectifs importants, c'est de ne pas remettre en cause le socle que représente le traité de non-prolifération, et les principes sur lesquels il est fondé. Je suis convaincu que c'est possible, et la France a de ce point de vue, mais il est prématuré d'en parler, un certain nombre d'idées qui, avec celles d'autres, naturellement, pourrait conduire à un règlement de cette affaire préoccupante.

QUESTION - M. le Président, je vais vous poser une question que j'avais posée hier à M. Védrine, mais il m'en a référé à vous. Pourquoi la France continue de convoquer cette réunion internationale pour la paix au Moyen-Orient, puisque Israël a refusé le principe même de cette réunion ?

LE PRESIDENT - Il faut comprendre quelle est l'idée, et nous ne sommes pas dans cette affaire soumis à la réaction d'Israël. Il y avait eu une initiative, c'était il y a deux ans, pas tout à fait, du Président Moubarak qui avait rassemblé à Charm El Cheikh un sommet qu'il avait joliment baptisé le sommet des "bâtisseurs de la paix". Ce sommet avait été positif, nous étions nombreux, nous avons parlé, les choses s'étaient bien passées, et c'était une forme de dynamique qui avait été créée. Là-dessus sont arrivés les événements que chacun sait : le changement de gouvernement en Israël, et l'arrêt progressif du processus de paix, progressif, très préoccupant et très dangereux.

Alors il y a eu beaucoup d'efforts, faits notamment pas les Etats-Unis, par l'Europe, qui aujourd'hui soutient la position américaine, qui a été acceptée par le Président Arafat, mais cela n'a servi à rien, tout est arrêté. Alors quand un système qui doit continuer de fonctionner est arrêté, il faut essayer de trouver une initiative qui permette de le relancer. C'est dans cet esprit qu'à l'occasion du voyage du Président Moubarak à Paris, nous avons tous les deux longuement discuté pour essayer de prendre une initiative, dont nous n'avons pas le sentiment que c'est la

seule qui puisse être prise, mais qui au moins est une proposition. Et cette initiative c'est d'essayer de relancer cette dynamique, et nous l'avons appelée simplement pour illustrer notre objectif, les "sauveteurs de la paix", par référence "aux bâtisseurs de la paix".

Cette idée consiste à rassembler le plus grand nombre possible de pays concernés par le problème de la paix au Moyen-Orient. Dans un premier temps, sans les protagonistes et notamment sans Israël, parce que cela poserait des problèmes d'organisation difficiles, ou même de réunion, pour essayer de voir comment on peut relancer le dynamisme, en rappelant quelques principes : il n'y aura pas de sécurité sans la paix, ce qui est tout à fait évident et les principes de Madrid, d'Oslo, de Taba, les engagements qui avaient été pris et qui représentaient des propositions solides, concrètes, pour permettre de revenir à une situation de paix. L'échange de la terre contre la paix était un principe accepté et sérieux.

Alors, au fond, l'idée c'est que l'ensemble des puissances, qu'elles soient d'Europe, d'Amérique, d'Asie, naturellement les pays arabes au premier rang qui souhaitent profondément relancer le processus de paix, puissent en discuter, recréer une dynamique et bien indiquer que la sagesse, c'est de relancer ce processus de paix. Alors, naturellement, en fonction de la façon dont les choses se passeraient, la conférence pourrait s'élargir aux protagonistes de la région. Voilà quelle est l'idée, mais je le répète, c'est une proposition, et on peut imaginer de la discuter bien sûr, avec tout le monde. Les réactions dans l'ensemble, pas toutes, ont été relativement positives, nous allons voir.

QUESTION - Cette question est un peu le prolongement de la précédente, parce que c'est l'endroit où vous parlez du processus de paix. M. Hariri a eu hier, des mots très durs pour Israël, ce qu'on peut comprendre. Est-ce que vous considérez, qu'aujourd'hui, plus que jamais, Israël est le principal responsable de ce processus de paix ?

LE PRESIDENT - Vous savez, je ne suis pas là pour distribuer des bons et des mauvais points. Je ne suis pas là pour accuser les uns ou les autres. Je constate simplement, qu'après une très longue période de drames et de difficultés, un processus de paix était engagé, que des hommes qui avaient une vision de l'avenir s'étaient mis d'accord sur les modalités de ce processus - je pense à MM. Rabin, Peres, Arafat - et que l'on pouvait sérieusement penser que la paix reviendrait dans cette région. Et puis il est un fait que les conditions de mise en oeuvre de ce processus n'ont pas été approuvées par le nouveau gouvernement israélien, ce que naturellement je regrette, comme tout le monde, et je pense que tout doit être fait aujourd'hui pour remettre ce processus sur les rails. Tout récemment, les Américains ont fait des propositions, qui étaient vraiment, enfin je dirais, très raisonnables pour Israël, me semble-t-il, et qui avaient été acceptées par le président Arafat, je regrette que l'initiative américaine n'ait pas pu être suivie d'un effet positif.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit dans votre discours hier que la France est prête à aider le Liban à garder sa frontière internationale en cas de retrait israélien. Est-ce que cela veut dire que la France est disposée à dépêcher des troupes au Liban-Sud, et est-ce que vous croyez qu'un relancement de paix est possible sous le présent gouvernement israélien, qui s'est avéré jusqu'à maintenant être maître dans l'art de se renier et de se dérober à ses engagements pour la paix ?

LE PRESIDENT - Ce que j'ai indiqué, c'est que, dans l'hypothèse où on le lui demanderait, la France était prête à participer ou à s'associer à des arrangements de sécurité, mais la France naturellement n'a rien proposé, elle est prête si on lui demande, le cas échéant ou un jour, à faire quelque chose. En revanche, ce que j'ai évoqué, s'agissant du Liban-Sud, c'est que, de notre point de vue, il n'y a pas de discussion ou de négociation possible sur l'application et la mise en oeuvre de la résolution 425. Par définition, les résolutions de l'Organisation des Nations unies doivent être appliquées au pied de la lettre, et ne sont pas susceptibles d'être renégociées ou commentées, c'est cela que j'ai voulu indiquer.

QUESTION - Monsieur le Président, je souhaite avoir une précision sur ce que vous avez dit hier en établissant le lien entre le retour de la paix au Liban avec le retour dans l'ensemble de la région à la stabilité, y compris le Golfe ?

LE PRESIDENT - Non, il a dit jusqu'au Golfe.

LE PRESIDENT - Non, j'ai dit jusqu'au bout.

QUESTION - C'est-à-dire, quelle interprétation donner ...?

LE PRESIDENT - Ecoutez, je vous dis tout de suite, il n'y a aucune interprétation géographique, je ne ferais pas référence à l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Je voulais simplement dire que la paix ne se découpait pas en petits morceaux, et que c'était l'ensemble de la région qui était concerné par le processus de paix.

QUESTION - Je voudrais savoir, Monsieur le Président, si vous avez déjà connaissance d'une réaction d'Israël à votre discours d'hier, et sinon, si vous ne craignez pas que, comme en 1996, Israël manifeste sa réaction dès votre départ de Beyrouth ?

LE PRESIDENT - J'espère que ce ne sera pas le cas.

QUESTION - Est-ce que la communauté internationale, et la France en particulier, envisagent de faire pression sur Israël au cas où il poursuivrait dans son intransigeance ?

LE PRESIDENT - Vous savez, je n'aime pas beaucoup l'expression "faire pression". Nous sommes dans un monde où on explique toujours qu'on va faire pression sur quelque chose ou sur quelqu'un, et puis cette expression d'ailleurs généralement ne sert strictement à rien, c'est un peu un propos vide de sens. Je crois que tous les pays qui sont réellement attachés à la paix, pour des raisons, je dirais, morales et humaines, et d'autre part qui considèrent qu'il n'y a pas de sécurité sans paix, sont attachés à ce que les parties concernées ici aient bien conscience de cette réalité, et notamment Israël. C'est par un dialogue que nous pouvons probablement tenter d'expliquer à Israël que son intérêt, l'intérêt de son peuple, c'est de vivre en sécurité et cela veut dire en harmonie avec ses voisins et pour cela naturellement il faut la paix, et la paix on en a défini difficilement les modalités. Le plus raisonnable, indiscutablement, c'est de s'y tenir, et ma conviction, c'est que c'est cela l'intérêt d'Israël et l'intérêt du peuple d'Israël.

QUESTION - Nous sommes ici dans la Résidence qui a vu naître le Grand Liban. Que diriez-vous aux Libanais qui ont vraiment peur, qui ont une grande crainte de voir ce grand Liban payer le grand prix de la paix au Proche-Orient d'abord, ensuite que diriez-vous aux Chrétiens fondateurs de ce Liban, co-fondateurs avec la France, et qui voient aujourd'hui la France un peu s'éloigner d'eux ?

LE PRESIDENT - Je vais vous dire : je n'ai pas du tout le sentiment que la France s'éloigne des Chrétiens, pas plus d'ailleurs que des différentes communautés qui caractérisent le Liban et qui font en réalité son originalité et sa force, parfois sa faiblesse, mais globalement sa force. La France est aux côtés de tous les Libanais, et notamment des Chrétiens, cela va de soi, par vocation et aussi les autres, parce que la richesse et la force du Liban, c'est précisément cette multi-confessionnalité. Alors, nous resterons aux côtés de chacun d'entre eux, nous ne faisons pas de choix parmi les Libanais.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez parlé hier d'un retrait des forces étrangères du Liban dans le cadre d'un règlement global. Est-ce que cela veut dire que les récentes propositions israéliennes d'un retrait unilatéral ou autre avant ce règlement sont pratiquement condamnées ?

LE PRESIDENT - Je vous ai donné déjà, à plusieurs reprises, le sentiment de la France. D'abord, il y a des résolutions de l'ONU, à commencer par la 425, je le répète, elles ne sont pas susceptibles d'interprétation, de discussion ou de négociation, elles doivent s'appliquer au pied de la lettre, comme toutes les résolutions de l'ONU. Ensuite, j'ai souvent dit que les problèmes sont complexes ici, chacun le sait, c'est un euphémisme de le dire, et ma conviction, notre conviction, c'est qu'il n'y aura pas d'accord séparé, tronçonné, il y aura un accord global, ou il n'y aura pas d'accord solide.

QUESTION - Monsieur le Président, vous êtes dans un pays qui a connu 400 ans d'occupation ottomane, un pays où l'importante minorité arménienne est honorée et respectée. Qu'est-ce que vous pensez de la résolution de l'Assemblée Nationale sur le génocide arménien ?

LE PRESIDENT - Vous savez qu'il n'est pas d'usage pour le Président de la République de faire des commentaires sur les décisions ou votes de l'Assemblée Nationale. Je me tiendrai strictement à cette appréciation des choses. Au-delà, je voudrais vous dire que je ne parle jamais des problèmes politiques intérieurs français quand je suis à l'étranger.

QUESTION - Monsieur le Président, certaines sources croient savoir que vous êtes porteur d'une

initiative pour débloquer l'affaire des Libanais détenus en Israël, l'échange de corps et de détenus entre le Liban et Israël. Est-ce que cela est vrai, et est-ce que l'on peut en savoir plus sur cette initiative ?

LE PRESIDENT - Ne croyez pas toutes les rumeurs. Cette affaire est traitée par la Croix Rouge internationale, qui est l'intermédiaire unique et est responsable de cette affaire.\

QUESTION - Pensez-vous que la France, et l'Europe plus généralement, possèdent une marge de manoeuvre suffisante lui permettant d'entreprendre de nouvelles initiatives, de nouvelles démarches pour relancer le processus de paix ?

LE PRESIDENT - Vous savez, quand on a certains principes, et notamment la paix, rivés au coeur et à l'esprit, on a toujours une marge de manoeuvre, et si on ne l'a pas, on la crée, et la France ne se résignera pas à la situation actuelle, elle apportera en permanence son imagination, ses moyens et son soutien à la reprise du processus de paix.

QUESTION - Monsieur le Président, quelles seront les conséquences du blocage du processus de paix sur le Liban ?

LE PRESIDENT - On les voit bien ces conséquences, c'est le non-règlement du problème de la vie en harmonie et dans la paix dans l'ensemble de la région. Cela concerne le Liban, comme l'ensemble de la région.

QUESTION - Monsieur le Président, peut-être deux questions si vous le permettez. Est-ce que vous êtes satisfait de la réaction américaine à l'égard de votre initiative avec le Président Moubarak, ne croyez-vous pas que les Etats-Unis doivent oeuvrer davantage pour le processus de paix ? La deuxième question : vous allez recevoir bientôt le Président syrien Aassad à Paris, qu'est-ce que vous attendez de cette visite ?

LE PRESIDENT - Pour ce qui concerne la réaction américaine, les Américains ont un rôle essentiel dans la relance du processus de paix, ils l'assument naturellement, et l'Europe, et notamment la France, soutiennent leurs efforts, et nous nous concertons pour essayer d'avoir un peu d'efficacité. Je reconnais que jusqu'ici cela n'a pas eu un succès éclatant, enfin nous poursuivons.

Le Président Hafez El Assad viendra effectivement en France, en visite d'Etat, très prochainement. La France souhaite avoir avec la Syrie de bonnes relations comme avec tous les pays de cette région. Et il y a longtemps qu'il n'y avait pas eu de visite du Président syrien en France, j'étais moi-même allé en Syrie il y a deux ans, et donc il était légitime et naturel que le Président Hafez El Assad vienne à Paris et je m'en réjouis.

QUESTION - Monsieur le Président, vous dites qu'un accord pour être solide doit être global, mais est-ce que cela exclut un retrait israélien du Sud-Liban, un mécanisme de sécurité, un accord de non-belligérance par exemple, et puis l'accord de paix entre le Liban et Israël pourra être réalisé le jour où il y aura également un accord de paix entre le Liban et la Syrie, ou d'autres parties. Est-ce qu'on peut envisager dans un premier temps un accord de non-belligérance et un retrait israélien, et quel serait le rôle de la France à ce moment ?

LE PRESIDENT - Je le répète, une fois de plus, s'il s'agit de l'application de la résolution 425, je me réjouirai qu'elle soit mise en oeuvre, mais elle n'est pas négociable ou discutable. C'est un problème de principe qui tient à la nature même des résolutions des Nations unies, donc je souhaite l'application de la 425, immédiatement et sans aucune condition. A partir de là, je le répète, les choses étant complexes, il n'est pas réaliste d'imaginer qu'on pourrait fonder une paix sûre en la découpant par petits morceaux. Elle doit être globale, c'est-à-dire, dans ce cas particulier, elle doit sans aucun doute englober à la fois la Syrie et le Liban.

Je vous remercie\